

(N° 359.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JUIN 1920.

Projet de loi modifiant la législation relative aux pensions de vieillesse ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HUYSMANS.

MESSIEURS,

Le projet de loi du 26 mars 1920 relatif aux pensions de vieillesse n'a pas pour but de donner au problème une solution définitive. Il a un caractère purement provisoire.

Il était nécessaire de lui donner ce caractère pour deux raisons :

La première, c'est qu'une commission a été instituée par arrêté royal du 23 juin 1919 et chargée d'étudier *dans son ensemble* la question de la prévoyance. Cette commission a confié à des sous-commissions le soin d'étudier chacun des éléments du problème, et, quand ce travail sera achevé, elle devra, si elle veut faire œuvre pratique et durable, souder les formules, ménager les transitions, rencontrer toutes les possibilités, bref, elle devra essayer « d'emboîter » les diverses parties du système général. Le problème de la vieillesse, par exemple, touche à l'invalidité prématurée. Il touche à la bienfaisance et aux hospices. Il comprend des éléments qui ne se rencontrent, ni dans le cadre de l'assurance-maladie, ni dans le cadre de l'assurance-invalidité. Le problème des assurances est donc compliqué, et la solution ne peut être parcellaire. Le Gouvernement ne pouvait donc déposer un projet définitif avant de connaître la solution proposée pour la maladie et l'invalidité, et surtout, avant d'avoir lui-même élaboré sa propre formule.

La deuxième raison, qui militait en faveur d'une solution provisoire, c'était l'impérieuse nécessité dans laquelle se trouvait le Gouvernement de

(1) Projet de loi, n° 199.

(2) La Section centrale, présidée par M. Bertrand, était composée de MM. Melckmans, De Bruycker, Huysheuwer, Heyman, Berloz, Huysmans et Masson.

remplir sa promesse et de payer, avant le 1^{er} janvier 1921, une pension de vieillesse correspondant aux besoins nouveaux de la vie et du temps.

Un doute aurait pu planer sur le caractère provisoire du projet. L'exposé des motifs est catégorique à ce sujet, mais le mot ne se retrouve pas dans le texte de la loi. C'est la raison qui a amené la section centrale à proposer un amendement qui a été adopté d'ailleurs par le Gouvernement, et qui fixe clairement les intentions de l'auteur du projet. La rédaction de l'alinéa 1^{er} de l'article premier serait libellée comme suit :

ARTICLE PREMIER.

« A titre provisoire et jusqu'au 1^{er} janvier qui suivra la promulgation de la loi générale sur l'assurance en vue de la maladie, de l'invalidité prématurée et de la vieillesse, une pension annuelle est accordée aux Belges, âgés de 65 ans et résidant en Belgique, dans les conditions ci-après déterminées. »

Il a été objecté à cette rédaction, par des membres de la section centrale, que l'allocation d'une pension gratuite tranchait, en fait, la question de la gratuité, et qu'il serait difficile plus tard de revenir sur le principe.

A notre avis, cette objection est sans valeur.

En effet, il n'est pas un seul régime, — ni celui de la liberté subsidiée ni celui de l'obligation, — qui soit exempt de gratuité. Quand on base l'allocation d'une pension sur la triple contribution de l'Etat, du patron et de l'intéressé, celui-ci ne paie qu'un tiers de sa pension qui est donc gratuite pour la majeure partie et généralement pour les deux tiers. D'autre part, le gouvernement a déjà fait voter par le passé des allocations gratuites à titre transitoire. Et, ce qui nous paraît péremptoire, même si l'on adoptait aujourd'hui une proposition basée sur l'obligation, ce système ne donnerait des résultats organiques qu'au bout de vingt ans et, transitoirement, il faudrait quand même passer par le régime de la gratuité.

Dans ces conditions, il va de soi que la discussion entre les partisans des divers systèmes doit être ajournée. Pratiquement, elle est sans but. Politiquement, elle aboutirait simplement à retarder le vote d'une loi impérieusement nécessaire.

*
* * *

Des membres de la Section centrale ont critiqué dans le projet du Gouvernement, en dehors de la question de principe, deux questions d'application. D'abord, le maintien de la notion du *besoin*, rendant nécessaire le maintien des enquêtes. Ensuite, la répartition des communes en catégories.

L'exclusion de la notion du *besoin* aboutirait à la généralisation de la pension gratuite. C'est cette conclusion qui a été adoptée par la Commission parlementaire britannique de 1919, dont le remarquable rapport et la non moins remarquable enquête constituent des documents inappréciables pour l'étude de la question.

Nous n'avons pas à rencontrer cet argument en ce moment, car il se rapporte à la discussion du fond.

En outre, si le projet n'a qu'un but limité, il est déterminé d'autre part, en maintes parties, par des possibilités financières. C'est pourquoi la Section centrale a maintenu le texte du Gouvernement.

Mais, il s'est trouvé formellement une majorité d'une voix, — au sein de la section centrale, — pour demander la suppression des catégories de communes, entraînant aussi la suppression des articles 2 et 4 ainsi que d'une grande partie des articles 3 et 5. Mais le Gouvernement consulté par la section, n'a pas accepté cet amendement. Il a fait valoir que le coût de la vie est manifestement différent dans les communes où l'on fabrique des marchandises industrielles et dans les communes où l'on cultive des produits agricoles. Mais, comme il est parfois difficile de déterminer la ligne de démarcation, même quand on se base sur le nombre des habitants, le projet a créé une soupape. Il stipule, en effet, que les communes ont le droit de demander à être classées dans une des catégories supérieures. L'autorité qui en décidera sera la députation permanente.

En présence de ces explications, le membre de la section centrale qui avait voté contre les catégories, a déclaré qu'il se ralliait à la formule gouvernementale, « dans l'intérêt d'un prompt aboutissement ». En fait, la majorité de la section est devenue ainsi minorité. Mais la section centrale a jugé inutile de procéder à un vote nouveau, le premier vote restant formellement acquis.

La section centrale a apporté quatre amendements au projet du Gouvernement :

1° Si les catégories des communes étaient maintenues par la Chambre, il serait utile d'éviter les contestations au point de vue du domicile, car de ce domicile dépend le taux de la pension. Il pourrait se faire qu'à la veille d'atteindre leurs 65 ans, des candidats-bénéficiaires se précipitent vers des centres peuplés où le taux de la pension est plus élevé. Pour éviter ces migrations, la section centrale propose de compléter l'article 4 et de dire :

« Le requérant bénéficiera du taux de la pension afférent à la commune où il avait son domicile réel et sa résidence à l'âge de 60 ans ».

2° A l'article 6, la section centrale propose d'ajouter une troisième immunitisation : « la rente des chevrons de front. »

3° A l'article 9, la Section centrale propose de dire que « la liquidation des pensions s'effectuera *trimestriellement* » ;

4° Enfin, à l'article 10, la Section centrale est d'accord pour dire que les pensions sont incessibles et insaisissables, si ce n'est au profit des établissements hospitaliers pour le paiement de l'entretien des bénéficiaires. Mais elle a été d'avis que les pensionnaires des hospices doivent cependant ne pas être dénués complètement de toute ressource pécuniaire. Et elle propose d'ajouter à l'article les mots suivants : *Néanmoins, dans ce dernier cas, une partie de l'allocation devra être remise personnellement au bénéficiaire.* Cette partie pourra être déterminée par l'article 14, disant que les mesures d'application seront réglées par arrêté royal.

L'ensemble du projet a été adopté par 4 voix moins 3 abstentions.

Dans les Sections, la répartition des voix a été la suivante :

1 ^{re} Section	17	oui	1	abstention.
2 ^e —	17	—	0	—
3 ^e —	11	—	6	abstentions.
4 ^e —	15	—	5	—
5 ^e —	14	—	3	—
6 ^e —	10	—	10	—
89 oui, 23 abstentions.				

Nous n'avons relevé aucun suffrage négatif. Mais nous avons noté les observations suivantes :

1^o Des membres ont demandé, les uns, le relèvement de l'âge de la pension à 70 ans, comme le stipule la loi anglaise, — les autres la diminution de l'âge à 60 ans, comme le fixe la loi belge sur la pension des vieux mineurs ;

2^o Des membres se sont préoccupés de la charge des $\frac{3}{8}$ qui incombe aux communes. Les uns auraient voulu réduire cette quotité à $\frac{1}{8}$, vu la situation difficile dans laquelle se trouvent les communes. Les autres auraient voulu que la charge des communes ne fût pas basée sur le nombre des ayants-droit, domiciliés dans la commune, mais sur le nombre d'habitants de la commune. Ceci, dans l'intérêt des communes pauvres qui généralement ont le plus grand nombre de pensionnaires ;

3^o Enfin, des membres eussent préféré discuter immédiatement un système définitif et voir adopter le projet élaboré par la Commission spéciale, nommée par le Gouvernement, projet qui a notamment l'avantage de prévoir la constitution d'une rente de survie.

Il a été répondu à ces arguments dans les sections.

Pour ce qui concerne le *relèvement de l'âge*, cette question est liée intimement, dans la législation anglaise, au régime d'invalidité. Mais nous constatons néanmoins que la commission spéciale britannique de 1919 s'est déclarée favorable à la fixation de l'âge de la pension à 65 ans comme le veut, traditionnellement, la législation belge. Seules, des raisons d'ordre financier ont retardé l'adoption de cette mesure.

Pour les mêmes raisons, nous devons repousser la fixation de la limite d'âge à 60 ans.

Pour ce qui concerne les *communes*, il a paru utile au gouvernement d'intéresser directement celles-ci à l'allocation des pensions. Il suffit de comparer la répartition des pensions allouées dans les divers milieux pour être convaincu que dans le passé des abus ont sévi, parce que les administrations, trop souvent, se montrent fort peu économes des deniers de l'État. En 1910, par exemple, il y a eu exactement deux fois plus de pensions dans la province de Namur que dans la province d'Anvers. D'un côté, 2.09 p. c. D'autre côté, 4.18 p. c. La différence est encore plus forte quand on compare les petites communes aux grandes. Dans les communes de plus de 100,000 habitants, il y a eu 2.01 p. c. de pensions. Dans les communes de

moins de 500 habitants, ce chiffre s'est élevé à 4.30 p. c. La différence est de plus du double. Le contrôle s'impose donc, et le meilleur contrôle est la participation aux frais.

Enfin, pour ce qui concerne *la troisième observation*, nous l'avons rencontrée au commencement de ce rapport. Les derniers fidèles de la liberté subsidée, s'ils en reste, — les défenseurs anciens et nouveaux de l'obligation, — et les partisans de la gratuité auront l'occasion, prochainement, de discuter les mérites de leurs systèmes respectifs. Peut-être reconnaîtra-t-on alors qu'une combinaison de ces idées, apparemment opposées, donnera la solution si longtemps recherchée, si l'on veut établir un régime donnant une pension suffisante, — une pension qui permette au bénéficiaire de vivre d'une vie décente après une vie consacrée au labeur dans l'intérêt collectif de la Nation.

La Section a pris connaissance du rapport qui a été adopté à l'unanimité moins trois voix.

Le Rapporteur,

CAM. HUYSMANS.

Le Président,

L. BERTRAND.



Amendements de la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

La Section centrale propose de rédiger le premier alinéa comme suit :

A titre provisoire et jusqu'au 1^{er} janvier qui suivra la promulgation de la loi générale sur l'assurance en vue de la maladie, de l'invalidité prématurée et de la vieillesse, une pension annuelle est accordée aux Belges, âgés de 65 ans et résidant en Belgique, dans les conditions ci-après déterminées.

ART. 4.

Pour le cas où les articles 2 et 4 seraient maintenus la Section centrale propose de modifier comme suit la première phrase de l'article 4 :

Le requérant bénéficiera du taux de la pension afférent à la commune où il *avait* son domicile réel et sa résidence à l'âge de 60 ans.

ART. 6.

La Section centrale propose d'ajouter un n° 3° ainsi conçu :

« 3° la rente des chevrons de front ».

ART. 9.

La Section centrale propose de modifier comme suit le début de l'article :

« La liquidation des pensions s'ef-

Amendementen van de Middenafdeeling.

EERSTE ARTIKEL.

De Middenafdeeling stelt voor, het eerste lid te doen luiden :

Voorloopig en tot den 1^{er} Januari volgende op de afkondiging der algemeene wet op de verzekering tegen ziekte, vroegtijdige invalideit en ouderdom, wordt onder navermelde voorwaarden een jaarlijksch pensioen verleend aan de Belgen die den leeftijd van 65 jaar bereikt hebben en in België verblijven.

ART. 4.

Voor het geval, dat de artikelen 2 en 4 mochten behouden worden, stelt de Middenafdeeling voor, den eersten volzin van artikel 4 te doen luiden als volgt :

De aanvrager geniet het pensioenbedrag, dat geldt in de gemeente, waar hij zijne werkelijke woonplaats en zijn verblijf *had* op den leeftijd van 60 jaar.

ART. 6.

De Middenafdeeling stelt voor, een n° 3° toe te voegen, luidende :

« 3° De rente wegens frontstrepren. »

ART. 9.

De Middenafdeeling stelt voor, den aanhef van dit artikel te wijzigen als volgt :

« De betaalbaarstelling der pen-

fectuera trimestriellement par le
Département de l'Industrie... »

ART. 10.

La Section centrale propose d'ajouter à l'article la disposition suivante :

« Néanmoins, dans ce dernier cas, une partie de l'allocation devra être remise personnellement au bénéficiaire... »

sioenen geschiedt om de drie maanden door het Departement van Nijverheid... »

ART. 10.

De Middenafdeeling stelt voor, aan dit artikel de volgende bepaling toe te voegen :

« In dit laatste geval moet echter een gedeelte van het pensioen aan den pensioentrekkende zelf ter hand gesteld worden. »



8

(1)

(Nr 339.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JUNI 1920.

Wetsontwerp

tot wijziging der wet op de ouderdomspensioenen (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HUYSMANS.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp van 26 Maart 1920 betreffende de ouderdomspensioenen heeft niet ten doel, het vraagstuk voorgoed op te lossen. Het geldt een louter tijdelijke wet, en wel om twee redenen :

Vooreerst, omdat bij koninklijk besluit van 23 Juni 1919 eene Commissie werd ingesteld met de opdracht, *geheel* het vraagstuk van de voorzorg te bestudeeren. Deze Commissie heeft aan ondercommissiën de taak opgedragen, elk gegeven van het vraagstuk afzonderlijk te bestudeeren, en, wanneer die studie zal voleindigd zijn, zal zij, om practisch en duurzaam werk te leveren, de formules moeten in onderling verband brengen, den overgang mogelijk maken, al de mogelijke gevallen voorzien ; kortom, zij zal het er moeten op aanleggen, de verschillende onderdeelen van het algemeen stelsel tot een geheel in elkaar te zetten. Zóó is het ouderdomsvraagstuk, b. v., in verband met de vroegtijdige invaliditeit, met de weldadigheid en de godshuizen. Het bevat gegevens die voorkomen noch in het plan van de ziekteverzekering, noch in het plan van de invaliditeitsverzekering. Het verzekeringsvraagstuk is dus ingewikkeld en kan niet stuksgewijze opgelost worden. De Regeering kon bijgevolg niet een definitief ontwerp indienen, alvorens kennis te hebben gekregen van de voorgestelde oplossing voor ziekte en invaliditeit, en vooral alvorens zelve hare eigene formule te hebben uitgewerkt.

(1) Wetsontwerp, n° 199.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Bertrand, bestond uit de heeren Melckmans, De Bruycker, Huyshauwer, Heyman, Berloz, Huysmans en Masson.

De tweede reden ten gunste van eene voorloopige oplossing bestaat hierin, dat de Regeering zich in de dringende noodzakelijkheid bevindt, hare belofte gestand te blijven en vóór 1 Januari 1921 een ouderdomspensioen uit te betalen, dat in verhouding staat tot de huidige levensbehoeften.

Twijfel hadde kunnen bestaan betreffende het voorloopig karakter van het ontwerp. De Memorie van Toelichting spreekt afdoende op dit stuk, doch in den tekst der wet komt het woord niet voor. Hierdoor werd de Middenafdeeling er toe gebracht, een amendement in te dienen, dat overigens door de Regeering werd aangenomen en de inzichten van den steller van het ontwerp klaar te kennen geeft. De eerste alinea van artikel 1 zou luiden als volgt :

EERSTE ARTIKEL.

« Voorloopig en tot den 1^{er} Januari volgende op de afkondiging der algemeene wet op de verzekering tegen ziekte, vroegtijdige invaliditeit en ouderdom, wordt, onder navermelde voorwaarden, een jaarlijksch pensioen verleend aan de Belgen die den leeftijd van 65 jaar bereikt hebben en in België verblijven. »

Tegen dezen tekst werd door leden van de Middenafdeeling aangevoerd, dat de toekenning van een kosteloos pensioen het vraagstuk der kosteloosheid feitelijk oploste en dat men later het beginsel bezwaarlijk zou kunnen intrekken.

Onzes dunkens, heeft deze tegenwerping geene waarde.

Er bestaat immers geen enkele regeling — noch die bij wijze van geldelijk ondersteunde vrijheid, noch die bij wijze van verplichte verzekering, — waar geen kosteloosheid voorkomt. Wanneer men de toekenning van een pensioen doet afhangen van de drievoudige bijdrage van Staat, patroon en belanghebbende, dan betaalt deze laatste slechts een derde van zijn pensioen, dat dus voor het grootste deel en over 't algemeen voor twee derden kosteloos is. Anderdeels heeft de Regeering in het verleden reeds, als overgangsmaatregel, kosteloze tegemoetkomingen doen aannemen. En als afdoende aanzien wij deze beschouwing, dat, zoo men thans een voorstel, steunende op de verplichting, aannemen moest, deze regeling slechts na twintig jaar organieke uitslagen opleveren zou en, als overgangsmiddel, zou men dan toch eene kosteloze regeling moeten aannemen.

Onder deze omstandigheden spreekt het vanzelf dat het debat onder de voorstanders van de verscheidene stelsels moet worden verdaagd. In practisch opzicht heeft dergelijk debat geen doel. In politiek opzicht zou zij enkel ten gevolge hebben, dat de aanneming van eene hoogst dringende wet zou worden verdaagd.

* *

Buiten de beginselquæstie, hebben leden van de Middenafdeeling, in het ontwerp der Regeering, twee vraagstukken van toepassing beknibbeld. Vooreerst, het behouden van het begrip « *nood* », waardoor het onderzoek noodzakelijk blijft; verder, de indeeling der gemeenten in groepen.

Laat men het begrip « *nood* » ter zijde, dan wordt, ten slotte, het koste-

loos pensioen algemeen gemaakt. Tot dit besluit kwam de Britsche Parlementaire Commissie van 1919, waarvan het merkwaardig verslag en het niet minder merkwaardig onderzoek onschatbare bronnen zijn voor het bestudeeren van het vraagstuk.

Op dit argument behoeven wij vooralsnu niet te antwoorden, daar het tot de behandeling van den grond der zaak behoort.

Daarenboven, indien het ontwerp slechts een beperkt doel heeft, is het anderzijds ook in menig gedeelte afhankelijk van de geldmiddelen. Om die reden heeft de Middenafdeeling den tekst der Regeering behouden.

Er was echter in de Middenafdeeling eene meerderheid van ééne stem, om de afschaffing van de indeeling der gemeenten in groepen te vragen en, bijgevolg, de intrekking van de artikelen 2 en 4, alsmede van een groot gedeelte der artikelen 5 en 3. Doch de Regeering, die door de Afdeeling werd geraadpleegd, nam deze wijziging niet aan. Zij steunde op het feit, dat de prijs der levensmiddelen klaarblijkend verschilt in de gemeenten, waar nijverheidsproducten worden vervaardigd, en in de gemeenten waar landbouwvoortbrengselen worden gekweekt. Vermits echter de scheiding moeilijk kan afgebakend worden, zelfs wanneer men steunt op het getal inwoners, werd in het ontwerp een uitweg aangenomen. Het bepaalt inderdaad dat de gemeenten gerechtigd zijn om te vragen dat zij in eene hooger staande groep zouden gerangschikt worden. De bevoegde overheid om daarover uitspraak te doen zal de Bestendige Deputatie zijn.

Ten gevolge van deze uitleggingen verklaarde het lid der Middenafdeeling, dat tegen de indeeling in groepen had gestemd, zich « in het belang eener spoedige oplossing » met de formule der Regeering te vereenigen. Feitelijk is de meerderheid der Afdeeling aldus minderheid geworden. Doch de Middenafdeeling achtte het nutteloos, tot eene nieuwe stemming over te gaan, daar de eerste stemming stellig eene afgedane zaak was.

De Middenafdeeling heeft in het ontwerp der Regeering vier wijzigingen gebracht :

1^o Wordt de indeeling der gemeenten in groepen behouden door de Kamer, dan ware het nuttig de betwistingen betreffende de woonplaats te vermijden, vermits het bedrag van het pensioen afhankelijk is van die woonplaats. Het zou kunnen gebeuren dat kandidaten-rechthebbenden op het pensioen, alvorens hun 65^{ste} jaar te bereiken, overijlen naar volkrijke centra's, waar het bedrag van het pensioen hooger staat. Om deze verhuizingen te vermijden, stelt de Middenafdeeling voor, artikel 4 volgenderwijs aan te vullen :

« De aanvrager geniet het pensioenbedrag, dat geldt in de gemeente, waar hij zijne werkelijke woonplaats en zijn verblijf *had op den leeftijd van 60 jaar.* »

2^o Bij artikel 6 stelt de Middenafdeeling voor, eene derde soort bestaansmiddelen niet in aanmerking te nemen : « de rente wegens frontstreden ».

3^o Bij artikel 9 stelt de Middenafdeeling voor, te zeggen, dat « de betaalbaarstelling der pensioenen geschiedt *om de drie maanden* ».

4^o Ten slotte, bij artikel 10 was de Middenafdeeling het eens om te ver-

klaren, dat de pensioenen onvervreemdbaar en onaantastbaar zijn, tenzij ten bate van de instellingen van weldadigheid tot het dekken van de onderhoudskosten der pensioentrekkenden. Zij was niettemin van meening, dat aan hen, die in de godshuizen zijn opgenomen, toch niet alle geldmiddelen mogen ontnomen worden. En zij stelt voor, aan het artikel de volgende woorden toe te voegen : *In dit laatste geval, wordt een gedeelte van het pensioen aan den pensioentrekkende zelf ter hand gesteld.* Dit gedeelte zal kunnen nader bepaald worden door artikel 14, waarin wordt gezegd dat de maatregelen van toepassing bij koninklijk besluit worden geregeld.

Het gehele ontwerp werd aangenomen met vier stemmen en drie onthoudingen.

In de Afdeelingen werden de stemmen verdeeld als volgt :

1°	Afdeeling	17 ja	1	onthouding.
2°	—	17 ja	0	—
3°	—	11 ja	6	onthoudingen.
4°	—	15 ja	5	—
5°	—	14 ja	3	—
6°	—	10 ja	10	—
		89 ja	25	onthoudingen.

Geen enkele tegenstem wordt vermeldt. Doch, onder de aangeteekende opmerkingen komen de volgende voor :

1° Door sommige leden werd gevraagd dat de leeftijd voor het pensioen tot op 70 jaren werd gebracht, zooals in de Engelsche wet wordt bepaald; anderen vragen dat de leeftijd tot op 60 jaren werd verminderd, zooals in de Belgische wet op het pensioen der mijnwerkers.

2° Leden hadden het over den last der $\frac{3}{8}$, die op de gemeente valt. Met het oog op den moeilijken toestand, waarin de gemeenten verkeerden, hadden de eenen deze hoegrootheid tot op $\frac{1}{8}$ willen verminderen. De anderen wenschten, dat de last der gemeenten zou vastgesteld worden niet naar het getal der rechthebbenden die in de gemeente gehuisvest zijn, maar naar het getal inwoners der gemeente. Dit ware in het belang van de onvermogenste gemeenten, die over het algemeen het grootste getal pensioentrekkenden te onderhouden hebben;

3° Ten slotte, hadden sommige leden liever onmiddellijk eene definitieve regeling behandeld en het ontwerp zien aannemen, opgemaakt door de Bijzondere Commissie, welke door de Regeering werd benoemd, ontwerp dat namelijk het voordeel oplevert, het vestigen van eene overlevingsrente te voorzien.

Op deze beweegredenen werd in de Afdeelingen geantwoord.

Wat het verhoogen van de ouderdomsgrens betreft : in de Engelsche wet staat dit vraagstuk in nauw verband met de regeling der invaliditeit. Niettemin stellen wij vast, dat de Britsche bijzondere commissie van 1919 zich verklaard heeft voor de bepaling van den leeftijd voor het pensioen op 65 jaar, zooals dit, sedert ettelijke jaren, door de Belgische wetten is vastgesteld.

Alleen wegens redenen van financieelen aard werd de aanneming van dezen maatregel vertraagd.

Om dezelfde redenen moeten wij het bepalen van den leeftijdsgrens op 60 jaar verwerpen.

Anderzijds kwam het de Regeering nuttig voor, de *gemeenten* rechtstreeks in de toekenning der pensioenen te betrekken. Het volstaat, de verdeling der verleende pensioenen in de verschillende plaatsen met elkaar te vergelijken, om er van overtuigd te zijn dat in het verleden misbruiken hebben bestaan, omdat al te vaak de gemeentebesturen zeer weinig zuinig waren met de gelden van den Staat. Aldus waren er, in 1910 b. v., juist tweemaal zooveel pensioenen in de provincie Namen als in de provincie Antwerpen : eenerzijds, 2.09 t. h.; anderzijds, 4.18 t. h. Het verschil is nog grooter, wanneer men de aanzienlijke gemeenten met de groote gemeenten vergelijkt. In de gemeenten van meer dan 100,000 inwoners, bestonden de pensioenen in de verhouding van 2.01 t. h. In de gemeenten van minder dan 500 inwoners bedroeg dit cijfer 4.30 t. h. Het verschil is meer dan dubbel. Contrôle is dus noodig, en de beste contrôle is de bijdrage in de kosten.

Ten slotte, wat de *derde opmerking* betreft, daarop werd reeds in het begin van dit verslag geantwoord. De laatste voorstanders van de geldelijk ondersteunde vrijheid, zoo er nog zijn, — de vroegere en de nieuwe voorstanders der verplichting, — en de voorstanders van het kosteloos pensioen zullen eerlang de gelegenheid hebben, de verdiensten van hunne onderscheidenlijke stelsels uiteen te zetten. Wellicht zal men dan vaststellen, dat het samengaan van deze in schijn met elkaar in strijd zijnde denkbeelden ons de zoolang gezochte oplossing geven zal, indien men eene regeling wil vestigen, waardoor een toereikend pensioen wordt verleend, — een pensioen waardoor het den genothebende mogelijk wordt gemaakt, behoorlijk te bestaan na een leven dat in het algemeen belang der Natie aan den arbeid werd gewijd.

De Afdeeling nam kennis van het verslag, dat met eenparige stemmen, min drie, werd goedgekeurd.

De Verslaggever,

CAM. HUYSMANS.

De Voorzitter,

L. BERTRAND.



Amendements de la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

La Section centrale propose de rédiger le premier alinéa comme suit :

A titre provisoire et jusqu'au 1^{er} janvier qui suivra la promulgation de la loi générale sur l'assurance en vue de la maladie, de l'invalidité prématurée et de la vieillesse, une pension annuelle est accordée aux Belges, âgés de 65 ans et résidant en Belgique, dans les conditions ci-après déterminées.

ART. 4.

Pour le cas où les articles 2 et 4 seraient maintenus la Section centrale propose de modifier comme suit la première phrase de l'article 4 :

Le requérant bénéficiera du taux de la pension afférent à la commune où il *avait* son domicile réel et sa résidence à l'âge de 60 ans.

ART. 6.

La Section centrale propose d'ajouter un n° 3° ainsi conçu :

« 3° *la rente des chevrons de front* ».

ART. 9.

La Section centrale propose de modifier comme suit le début de l'article :

« La liquidation des pensions s'ef-

Amendementen van de Middenafdeeling.

EERSTE ARTIKEL.

De Middenafdeeling stelt voor, het eerste lid te doen luiden :

Voorloopig en tot den 1^{er} Januari volgende op de afkondiging der algemeene wet op de verzekering tegen ziekte, vroegtijdige invaliditeit en ouderdom, wordt onder navermelde voorwaarden een jaarlijksch pensioen verleend aan de Belgen die den leeftijd van 65 jaar bereikt hebben en in België verblijven.

ART. 4.

Voor het geval, dat de artikelen 2 en 4 mochten behouden worden, stelt de Middenafdeeling voor, den eersten volzin van artikel 4 te doen luiden als volgt :

De aanvrager geniet het pensioenbedrag, dat geldt in de gemeente, waar hij zijne werkelijke woonplaats en zijn verblijf *had op den leeftijd van 60 jaar*.

ART. 6.

De Middenafdeeling stelt voor, een n° 3° toe te voegen, luidende :

« 3° *De rente wegens frontstrepren.* »

ART. 9.

De Middenafdeeling stelt voor, den aanhef van dit artikel te wijzigen als volgt :

« De betaalbaarstelling der pen-

fectuera trimestriellement par le
Département de l'Industrie... »

ART. 10.

La Section centrale propose d'ajouter à l'article la disposition suivante :

« Néanmoins, dans ce dernier cas, une partie de l'allocation devra être remise personnellement au bénéficiaire.. »

sioenen geschiedt om de drie maanden door het Departement van Nijverheid... »

ART. 10.

De Middenafdeeling stelt voor, aan dit artikel de volgende bepaling toe te voegen :

« In dit laatste geval moet echter een gedeelte van het pensioen aan den pensioentrekkende zelf ter hand gesteld worden. »

